

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): La Commission d'assurance-chômage maintient des dossiers de prestations versées aux centres de service de la Commission d'assurance-chômage selon les régions géographiques plutôt que les diverses circonscriptions électorales. Les sommes versées aux centres de service de la Commission d'assurance-chômage à Rouyn et Val-D'or sont les suivantes: 1974, \$21,222,744; 1973, \$17,257,459; 1972, \$16,243,277; 1971, \$7,706,905; 1970, \$5,354,960; 1969, \$4,221,702; 1968, \$4,202,471; 1967, \$3,058,384; 1966, \$2,270,355; 1965, \$2,343,532.

L'ÉVASION FISCALE

Question n° 2538—M. Reynolds:

1. Dans combien de cas d'évasion fiscale le gouvernement tente-t-il des poursuites contre des personnes ayant élu domicile à l'étranger?
2. Dans chaque cas, quel montant est en cause?
3. Dans quels pays vivent les personnes contre lesquelles le gouvernement tente des poursuites?

L'hon. Ron Basford (ministre du Revenu national):

1. N° du cas	2. Valeur du cas	3. Pays de domicile
1	\$740,000	Australie
2	67,000	États-Unis
3	46,700	États-Unis
4	33,000	Inconnu
5	19,700	Israël
6	110,200	Royaume-Uni
7	305,500	Bahamas
8	550,000	Mexique
9	12,800	Europe
10	590,000	États-Unis
11	305,600	Espagne
12	137,000	États-Unis
13	89,000	Israël

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
LA POLITIQUE RELATIVE À LA SCIENCE ET À LA
TECHNOLOGIE

M. Harvie Andre (Calgary-Centre) propose:

Que la Chambre déplore le fait que l'effort scientifique et technique du Canada ne cesse de diminuer et qu'elle demande instamment au gouvernement d'adopter une politique scientifique cohérente qui fasse augmenter la recherche et le développement industriels, la recherche scientifique et l'emploi des scientifiques et ingénieurs du Canada, augmentation qui, à long terme, sera profitable tant à la population qu'à l'économie canadiennes.

—Monsieur l'Orateur, je n'ai pas pu remonter à 1867 dans ma vérification, mais je crois que c'est la première fois que la Chambre consacre une journée entière à l'étude de la politique scientifique et technique du Canada, ou plutôt à l'absence d'une telle politique. C'est certainement la première fois que nous abordons la question depuis que j'ai l'honneur d'être député.

Science et technologie

Toute personne sensée devrait s'inquiéter d'une telle constatation, ne serait-ce que parce que les crédits du gouvernement fédéral pour les activités scientifiques dépassent de beaucoup le milliard de dollars par année. Même selon les normes du gouvernement actuel, c'est beaucoup, et ces dépenses méritent qu'on s'interroge au moins de temps en temps sur leur bien-fondé. Plus importantes encore sont l'incidence et les répercussions de la science et de la technologie sur notre société.

On appelle souvent notre époque l'ère de la technique, qui fait suite à l'ère industrielle. Cette appellation tient au fait que la technique, définie comme l'application des connaissances scientifiques, a déterminé, détermine et déterminera plus que tout autre facteur le niveau et la qualité de notre vie.

Une grande partie des bienfaits du monde où nous vivons, du vaccin contre la polio aux communications instantanées dans tous les coins du monde, sont le fruit de la technique. À l'inverse, la technique est aussi responsable en partie de ce qui est mauvais, la pollution, les psychoses et les névroses provoquées par le choc du futur.

Cependant, comme l'ont souligné de nombreux observateurs de notre société moderne, et d'une façon particulièrement perspicace, à mon sens, M. Alvin Toffler dans son livre «Le Choc du futur», la clé d'une société meilleure et la solution à nombre de nos problèmes, même ceux qui sont causés par la technologie, résident dans la mise au point et l'utilisation d'une technologie nouvelle et perfectionnée. On a peine à trouver un élément ou un aspect de notre vie qui n'est pas ou ne sera pas influencé par notre utilisation actuelle et future de la science et de la technique.

À l'échelle planétaire, la réponse aux questions suivantes: comment pourrions-nous nourrir la population mondiale sans cesse croissante, quand trouverons-nous le remède au cancer et aux maladies cardiaques, qui causent tant de souffrances, et serons-nous capables d'empêcher l'holocauste ou l'apocalypse qui, selon certains, se produira lorsque nos ressources seront épuisées?, la réponse à ces questions dépendra de la sagesse dont nous saurons faire montre dans notre utilisation de la science et de la technologie.

La même analyse peut s'appliquer dans un contexte plus étroit à la situation canadienne. Les Canadiens de l'avenir auront-ils de l'air et de l'eau purs? Notre industrie pourra-t-elle fournir les emplois qu'exigera notre population active déjà sous-employée? Serons-nous capables de produire et d'exporter assez de produits fabriqués pour redresser la balance des paiements désastreuse que nous connaissons? Toutes ces questions dépendent largement de l'emploi que nous ferons de la science et de la technique.

Ces choses sautent aux yeux de toute personne qui pense. Elles peuvent même sembler banales, et pourtant, il vaut la peine de les répéter, pour la simple raison que malgré l'importance du sujet et de l'évidence avec laquelle la conclusion s'impose, le gouvernement, comme je le montrerai, n'a absolument rien fait pour reconnaître de façon concrète l'importance de la science et de la technologie. En fait, comme je le démontrerai, depuis l'accession au pouvoir du gouvernement actuel, les efforts du Canada dans ce domaine se sont constamment dégradés.